



**APHP - HÔPITAL MARIN D'HENDAYE
RENOVATION DES AILES CAMINO & ADAMSKI - PROJET DE 62 LITS SMR
Route de la corniche, 64700 Hendaye**

Maître d'ouvrage :



APHP – Hôpital Marin d'Hendaye
Route de la corniche
64700 HENDAYE
Tél. 05 59 48 08 05
Email : service.travaux.hnd@aphp.fr

Architecte mandataire :



2SL - Architecture
2 Avenue de la butte aux cailles
64600 ANGLET
Tél. 05 56 81 80 64
Email : agence@sls.archi

Bureau d'études TCE :



OTCE Aquitaine
22 Avenue de l'Adour
64600 ANGLET
Tél. 06 33 35 26 36
Email : speltier@otce.fr

Bureau de contrôle & Coordinateur SPS :
BC : Cyrille MOREAU
CSPS : Alain BROCHERIOU



QUALICONSULT
28/30 Chemin de Sabalce,
64100 BAYONNE
Tél. 05 59 48 23 54 / 06 68 67 52 37
Email : cyrille.moreau@qualiconsult.fr / alain.brocheriou@qualiconsult.fr

Coordinateur SSI :



NAMIXIS & SSICoop
Le Calliope
121 rue Jean Bart
31670 LABEGE
Tél. 05 47 30 67 00
Email : julien.drulhe@groupe-systea.com

OPC :

RG Concept
28/30 Chemin de Sabalce – O & V
64100 BAYONNE
Tél. 06 63 02 10 44
Email : RGconcept@live.fr

CCTP LOT n°15 : Signalétique			DCE
Date	Indice	Modifications	
MARS 2024	0	CREATION	

SOMMAIRE

01	GENERALITES	3
01.01	DTU, NORMES, REGLEMENTATIONS	3
01.02	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES	3
01.01.01	TRAVAUX ANNEXES AU PRESENT LOT	4
01.01.02	COORDINATION AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT	5
01.01.03	SECURITE DU PERSONNEL	6
01.01.04	ETABLISSEMENT DES PROPOSITIONS	6
01.01.05	OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE	7
01.01.06	INTERFERENCE AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER	7
01.01.07	HYGIENE ET SECURITE	9
01.03	ETUDE - INSTALLATION DE CHANTIER	10
01.03.01	DOSSIER D'ETUDE - ECHANTILLONS ET NUANCIER	10
01.03.02	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	10
01.03.03	GESTION DES DECHETS	10
01.03.04	INSTALLATION DE CHANTIER	11
02	DESCRIPTION DES OUVRAGES	12
02.01	Points singuliers d'orientation	12
02.01.01	Guidage	12
02.01.02	Elément de signalétique majeur	12
02.02	Signalétique intérieure sur portes	12
02.02.01	Pour locaux patients	12
02.02.02	Pour locaux personnel	13
02.02.03	Pour locaux techniques	13
02.03	Code couleur	14
02.04	Prestation Supplémentaire Eventuelle	14
02.04.01	Guidage depuis l'entrée de l'hôpital vers les services du front de mer	14
02.04.02	Vitrophanie	14

01 GENERALITES

01.01 DTU, NORMES, REGLEMENTATIONS

Les travaux, fournitures et mises en œuvre cités dans le présent C.C.T.P. seront soumis aux normes, arrêtés, décrets et ordonnances en vigueur, en particulier les cahiers des charges édités par le C.S.T.B.

Ils prendront en compte :

- Les dessins du projet ;
- Les ordres de service, dessins de détails et indications donnés sur le chantier par le maître d'œuvre ;
- Les prescriptions et dispositions diverses généralement imposées par le bureau de contrôle.

Et notamment :

- De façon générale, toutes les normes, décrets et arrêtés français en vigueur à la date du permis de construire ;
- Tout le matériel devra avoir le marquage CE, conformément aux directives 92/31/CEE - 93/68/CEE et aux publications des références des normes harmonisées ;
- Les règlements de sécurité contre les risques d'incendie dans les établissements recevant du public et plus particulièrement dans les établissements du type U.

Sont notamment concernés, les documents suivants :

- D.T.U. n°59.1 Travaux de peinture des bâtiments (octobre 1994 – octobre 2000) ;
- D.T.U. n°59.3 Peinture de sols (mai 1993 – octobre 2000) ;
- D.T.U. n°59.4 Mise en œuvre de papiers peints et des revêtements muraux (Février 1998) ;
- Norme T30.806 (Septembre 1991) « peintures et vernis – travaux de peinture des bâtiments ».

Les entrepreneurs reconnaissent avoir pleine et entière connaissance de ces documents et les acceptent sans réserve.

Certaines prescriptions des normes et cahiers sont rappelées au présent devis, ces rappels ne sont pas, bien entendu, limitatifs. Avant l'exécution des travaux, l'entrepreneur dont la proposition aura été retenue, devra indiquer au Maître d'œuvre le lieu de provenance des matériaux et le nom des fournisseurs.

L'entrepreneur du présent lot s'engage à vérifier les dispositions de détails de tous les ouvrages du projet, afin de s'assurer que les prescriptions généralement imposées par le bureau de contrôle ont bien été respectées.

En conséquence, il s'engage à suivre scrupuleusement toutes les dispositions qui seraient imposées par le bureau de contrôle sans varier son prix.

NOTA : Toutes les peintures seront en phase aqueuse, sans éther de glycol et sans pigments à base de plomb, cadmium, chromate, mercure et arsenic. Leur teneur en COV sera limitée à 30 g/l. Elles seront labellisées ECO Label (ou autre label européen équivalent)

01.02 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

Tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages, les essais, la réfection éventuelle des ouvrages défectueux constatés en cours d'exécution du chantier ou lors de la réception.

SUPPORTS :

L'Entreprise réceptionnera les supports sur lesquels elle aura à intervenir avant tout démarrage des travaux. Si ceux-ci présentent un défaut de surface, l'Entreprise en avisera le Maître d'œuvre. En aucun cas, elle ne pourra arguer d'un support défectueux, une fois son intervention effectuée.

L'application ne se fera en aucun cas sur un support présentant une hygrométrie trop importante par rapport à la tolérance du produit à appliquer. De même, le support devra présenter une température supérieure à la température minimale d'application des produits (primaires anticorrosion ou d'accrochage, couches de finitions).

En aucun cas, l'application ne pourra se faire sur un support gelé ou n'ayant pas fini sa prise (enduits humides)

01.01.01 TRAVAUX ANNEXES AU PRESENT LOT

Seront compris dans la proposition de l'entreprise :

- Les percements scellements, raccords et calfeutrements, lorsqu'ils sont nécessaires à la mise en œuvre des ouvrages ;
- Les fixations nécessaires à la pose (équerres, chevilles, vis...) ;
- Les calfeutrements spéciaux au mastic ;
- Tous nettoyages de fin de chantier ;
- Toutes les sujétions découlant du P.G.C.S.P.S. remis par le coordonnateur S.P.S.

L'Entrepreneur prendra alors toutes dispositions nécessaires pour la préservation des ouvrages limitrophes par une protection efficace.

Ces produits devront recouvrir exactement et complètement les surfaces sur lesquelles ils seront appliqués.

La surface de chaque couche sera légèrement poncée avant l'application de la couche suivante, le film décoratif de la peinture devra présenter un aspect uniforme et sans grain.

Ces travaux comportant également obligatoirement le rebouchage des trous, le calfeutrement des moulures, chanfrein, plinthes, etc.

Opérations de contrôles et essais :

Les différents contrôles et essais concernant les matériaux employés ainsi que leur exécution seront effectués à la demande du Maître d'œuvre ou du Contrôleur Technique.

En cas de litige, il pourra être fait appel, par le Maître d'œuvre, pour ces essais en laboratoires, à des organismes spécialisés. L'Entrepreneur titulaire du présent lot supportera les frais de ces contrôles.

Les opérations de contrôle et essais seront réparties de la façon suivante :

- Dépôt d'échantillons ;
- Contrôle de la livraison ;
- Vérification de concordance des teintes ;
- Essais de résistance de ces teintes ;
- Analyses chimiques des matériaux mis en œuvre faites soit sur des échantillons, soit sur des prélèvements dans les bidons lors de l'exécution, soit sur les deux ;
- Contrôle en cours de travaux ;
- Vérification du nombre de couches appliquées ;
- Contrôle des travaux ;
- Réception des travaux ;
- Etc...

Cette liste n'est pas exhaustive, le Maître d'œuvre se réserve le droit de réclamer tout essai complémentaire qu'il jugera nécessaire pour la parfaite exécution et la finition des ouvrages du présent lot.

Ces opérations successives seront exécutées conformément aux prescriptions du C.S.T.B. Cahier des Clauses Spéciales.

Préalablement à toute exécution des travaux, les échantillons des produits devront être déposés par l'entrepreneur à cet effet, pour permettre les opérations de contrôle de toute nature.

Les échantillons de produits courants subiront des essais de conformité aux spécifications, les quantités des échantillons seront suffisantes pour permettre les différentes opérations.

Ces essais seront à la charge de l'entreprise du présent lot.

Raccords et retouches :

L'entreprise devra tous raccords et retouches divers après passage des autres corporations.

Échantillons :

Sur chaque échantillon fourni, devront apparaître clairement :

- La marque du produit ;
- Sa référence ;
- Son classement au feu ;
- Son coloris avec sa référence.

L'Entreprise présentera tous les échantillons que lui réclamera le Maître d'œuvre dans la limite des matériaux prévus dans son lot.

Ces échantillons devront correspondre aux caractéristiques techniques définies dans le chapitre "DESCRIPTION DES OUVRAGES" du présent C.C.T.P..

Pour les matériaux nécessitant un classement au feu, l'Entreprise devra fournir le procès-verbal du C.S.T.B. correspondant à ce produit.

A partir de ces renseignements, l'Entrepreneur titulaire du présent lot établira des plaquettes de 0.25 m2 minimum de chaque teinte sur les subjectiles correspondant à l'exécution (plaquettes ciment, bois ou métal).

Le Maître d'œuvre établira alors son choix. Dans le cas où les échantillons ne donneraient pas satisfaction, il pourrait être réclamé à l'Entreprise de nouvelles plaquettes sur la base d'un choix nouveau.

Le choix définitif sera fait par le Maître d'œuvre.

Ce choix fera l'objet d'un procès-verbal établi par l'Entrepreneur titulaire du présent lot précisant pour chaque localisation la nature des matériaux (marque, référence, teintes). Ce procès-verbal sera signé par le Maître d'œuvre.

Stockage – Protection – Finitions et révisions :

Les produits seront livrés sur le chantier dans des récipients clos comportant la marque d'origine et d'identification ; le marquage des emballages prescrits par les normes et spécifications, sera obligatoire et utilisera les symboles prévus dans ces documents.

Les matériaux pourront être stockés sur le chantier dans un endroit à définir avec le Maître d'œuvre.

Cet endroit sera à l'abri des intempéries. Il devra être parfaitement sec et bien ventilé.

Le stockage sera réalisé de façon à éviter toute détérioration ou dégradation des matériaux entreposés.

Les stockages des produits, matériaux et matériels de l'Entreprise du présent lot ne devront en aucun cas dépasser la charge admissible sur les ouvrages de structure.

Les produits de peinture seront entreposés dans un local dont la température ambiante ne devra pas être inférieure à + 5°.

Les stockages sur le site seront réduits au minimum afin d'éviter un encombrement inutile du chantier.

L'Entrepreneur veillera tout particulièrement à utiliser des conditionnements adaptés à la taille du chantier pour tous les produits dangereux, nocifs ou inflammables (colles, diluants, détergents, produits chimiques divers, etc...).

Au cas où pendant la période de parfait achèvement, des défauts apparaîtraient, l'entreprise devra remédier à ses frais aux inconvénients signalés.

Pendant toute la durée des travaux, l'Entreprise sera responsable de ses ouvrages. Elle en assurera donc une protection efficace et adaptée aux matériaux afin d'éviter tous risques de détérioration.

01.01.02 COORDINATION AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT

L'entreprise est tenue de prendre connaissance de l'ensemble des pièces constitutives du dossier (pièces écrites, plans, divers rapports ...).

Les concurrents doivent consulter les devis descriptifs des autres corps d'état, ou se procurer auprès du Maître d'œuvre tous les renseignements nécessaires à leurs études et à leur remise de prix. Ils ont le devoir de les connaître et ne pourront lors de l'exécution, ignorer les descriptifs des autres corps d'état et, de ce fait, demander un supplément de prix.

L'entrepreneur se mettra en rapport avec les entreprises des différents lots afin d'avoir une parfaite connaissance des supports, implantations, réservations, et s'entendre avec elles sur les dispositions à respecter, sans que le Maître d'œuvre ait autrement à intervenir.

L'entrepreneur du présent lot s'assurera de la comptabilité des différents produits employés par les autres corps d'état avec ses propres produits.

01.01.03 SECURITE DU PERSONNEL

Toutes mesures de sécurité du personnel suivant les décrets en cours seront prises par l'entreprise en fonction de l'avancement des travaux et laissées en l'état jusqu'à l'achèvement complet de ceux-ci.

Elles seront précisées dans le PPSPS qui sera fourni par l'entreprise avant le début des travaux en tenant compte de l'ensemble des indications apportées par le P.G.C.S.P.S.

Pour l'ensemble des travaux de peinture, l'Entreprise devra prévoir ses propres échafaudages nécessaires à la mise en œuvre des ouvrages.

Ces derniers seront implicitement inclus dans ses prix.

La prestation comprendra l'approvisionnement du matériel, le montage, la manutention pendant les travaux et le repliement en fin d'intervention.

Les échafaudages utilisés répondront aux normes de sécurité.

La manutention et le déplacement de ces derniers se feront avec le plus grand soin afin de ne pas endommager les ouvrages en place.

01.01.04 ETABLISSEMENT DES PROPOSITIONS

Les propositions sont présentées sur les cadres quantitatifs récapitulatifs fournis à la consultation. Les prix unitaires de chaque ouvrage sont obligatoirement précisés. Les quantités restent à la charge de l'entreprise.

L'entreprise devra joindre à son offre le détail des ouvrages mis en œuvre.

L'entreprise est tenue de vérifier les CCTP afin de s'assurer s'il n'y a pas d'erreurs ou omissions qui pourraient engager sa responsabilité.

L'entreprise doit répondre en respectant description et variantes/options prévues au CCTP.

D'autres variantes peuvent être proposées, elles sont présentées sur des documents séparés à l'offre de base. Dans tous les cas, ces variantes présentent des solutions équivalentes en qualité à l'offre de base.

Chaque entrepreneur vérifiera les pièces constitutives du marché et sera tenu de signaler en temps utile au Maître d'œuvre, toute erreur ou omission qu'il pourrait y relever et risquant d'avoir des conséquences sur les travaux de son propre lot ou sur celui des autres corps d'état, avant l'envoi de son offre. Passé ce délai, plus aucune réclamation ne sera recevable.

En conséquence, les soumissionnaires devront :

- Se rendre sur place ;
- Etudier et établir les détails d'exécution ;
- Combler, s'ils s'en trouvent, toutes les lacunes qui pourraient apparaître au cours de leur étude et de les signaler au Maître d'œuvre.

L'entrepreneur ne prendra jamais l'initiative de modifier quoi que ce soit au projet, mais il devra signaler au Maître

d'œuvre, toutes les améliorations qu'il estimerait utile d'y apporter.

Avant toute exécution, il complètera son information auprès des concepteurs ou du Maître de l'ouvrage sur tout ce qui lui semblerait incomplet ou douteux.

01.01.05 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

L'entreprise est tenue de vérifier les CCTP et DPGF afin de s'assurer s'il n'y a pas d'erreurs ou omissions qui pourraient engager sa responsabilité.

01.01.06 INTERFERENCE AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

Consignes à respecter vis-à-vis de la clinique :

Il n'y aura qu'un seul accès horizontal autorisé pour pénétrer dans le chantier.

L'accessibilité principale s'effectuera depuis la voie publique, mènera directement à l'intérieur du chantier (au niveau de l'aire de stockage et de préparation) et servira également d'accès pompiers pour les zones de travaux.

Afin d'éviter tous risques liés à la coactivité avec le site en exploitation, les travaux seront réalisés en clos et indépendant.

De plus un phasage permettra la gestion des flux de circulations sans condamner l'accès des tiers, de l'exploitation ainsi que des issues de secours.

Afin d'éviter tout risque de propagation des poussières dans les services dits sensibles en exploitation, les zones de démolition, de découpe, de percement, etc. devront être étanches vis-à-vis des occupants.

L'opérateur devra mettre en place un cloisonnement ainsi qu'un calfeutrement au niveau des ouvrants afin de ne dégager aucune poussière sur l'environnement ainsi qu'aucune projection de gravats sur des tiers.

Dans le but d'éviter tout risque d'asphyxie ou d'intoxication un système mécanique de ventilation devra être mis en place dans la zone de travaux afin de permettre l'aération et l'évacuation des poussières.

Les réseaux de ventilation propres à la clinique devront être protégés pour éviter la propagation des poussières dans tout le bâtiment.

Études préliminaires à un chantier :

Avant tout commencement de travaux, l'entrepreneur devra se référer aux plans faisant apparaître les zones à risques dans l'établissement afin de prendre les mesures adaptées à la situation.

Les zones concernées sont classées de la façon suivante :

- ZONE A très haut risque ;
- ZONE B haut risque ;
- ZONE C risque modéré ;
- ZONE D faible risque ;

Principes applicables à un établissement public de santé :

Les travaux se déroulent dans un établissement public de santé en activité. Les niveaux de risques varient en fonction des locaux et des activités hospitalières exercées dans ces locaux.

Obligation de discrétion et respect de la vie privée des patients et des usagers reçus à la clinique, respect de la confidentialité :

- Aucune information de quelque nature que ce soit ne doit être donnée à des tiers concernant les patients

- et les usagers de la clinique (présence des personnes, pathologies, état de santé, ...) ;
- Le respect du secret professionnel et du secret médical doit être strictement respecté par tous les intervenants dans le cadre des chantiers, à quelque titre que ce soit.
 - Il est interdit de pénétrer dans la clinique sans y avoir été invité et autorisé par les responsables des activités de soins (Médecins, Cadres de santé, Responsables administratifs, ...).

Respect des consignes de sécurité applicables dans les établissements recevant du public :

Consignes de sécurité relatives au risque d'incendie et de panique

Respect de l'ensemble des articles du règlement de sécurité dans les ERP

Respect de la réglementation concernant la prévention des risques pour les personnes et les biens

Continuité de fonctionnement des installations techniques :

Aucune interruption de fonctionnement des installations techniques de la clinique ne peut être autorisée :

- Traitement d'air ;
- Chauffage et production d'eau chaude ;
- Alimentations électriques ;
- Installations de sécurité et de prévention des risques d'incendie ;
- Fourniture de fluides médicaux ;
- Réseaux de distribution de l'eau sanitaire ;
- Réseaux d'évacuation des eaux usées ;
- ...

Les coupures pour raccordement des réseaux doivent être préparées à l'avance, et se réalisent en coordination avec les services techniques de la clinique et les services utilisateurs. Ces coupures sont limitées dans le temps et ne doivent pas perturber le fonctionnement des services de soins : toutes mesures devront être prises en conséquence.

Consignes à respecter concernant l'interférence avec les tiers :

Vigilance vis-à-vis des tiers, soit envers :

- Les voisins limitrophes lors de l'intervention dans la zone de voisinage ;
- Les automobilistes et les piétons sur trottoir ;
- Les passants lors des manœuvres, travaux en hauteur ou des manutentions, à proximité de la zone de sécurité ;
- Les circuits et l'organisation des approvisionnements propres à l'établissement doivent être protégés et ne peuvent être interrompus.

Interférence avec les activités hors emprise :

Concernant l'accessibilité au chantier, une très grande vigilance sera apportée vis à vis des tiers (la vitesse ne devra donc pas dépasser 15 km/h.).

Contrôle d'accès :

Chaque intervenant aura comme obligation de porter un badge indiquant le nom de l'entreprise ainsi que le nom de l'opérateur.

PROCEDURE DE LIBERATION DES ZONES DE TRAVAUX APPLICABLE A TOUTES OPERATIONS :

- Après travaux de désamiantage demande de prélèvement « libératoire » avant toutes interventions d'entreprises et avant mise à disposition pour l'exploitant ;
- Nettoyage complet des locaux confinés par une entreprise spécialisée avant remise en service ;
- Contrôle d'empoussièrement du système de ventilation avant remise en service ;
- Contrôle de légionnelles au niveau des réseaux avant remise en service ;

- Contrôle d'empoussièrement du système de désenfumage avant remise en service ;
- Premier contrôle d'empoussièrement et contrôle bactériologique avant chaque remise à disposition des locaux (le confinement étant toujours en place) ;
- Après accord du CLIN, dépose du confinement provisoire ;
- Deuxième contrôle d'empoussièrement et contrôle bactériologique après travaux de dépose du confinement provisoire ;
- Mise à disposition des locaux pour l'exploitant.

PROCEDURE DE MISE EN PLACE DES CLOISONS PROVISOIRES APPLICABLE A TOUTES OPERATIONS

- Dans un premier temps, l'entreprise devra isoler la zone d'intervention vis-à-vis du site en exploitation en mettant en place un confinement de type polyane étanche (situé coté bâtiment en activité) ;
- Une fois ce confinement réalisé, l'entreprise devra mettre en place la cloison provisoire par l'intérieur du chantier et approvisionner les matériaux par l'escalier provisoire donnant sur l'extérieur ;
- Dès que la cloison provisoire sera posée et nettoyée, l'entreprise devra enlever le confinement de type polyane en prenant toutes les précautions nécessaires et adéquates.

PROCEDURE DE DEPOSE DES CLOISONS PROVISOIRES APPLICABLE A TOUTES OPERATIONS

- Dans un premier temps, l'entreprise devra isoler la cloison provisoire vis-à-vis du site en exploitation en mettant en place un confinement de type polyane étanche (situé coté bâtiment en activité) puis elle devra nettoyer l'ensemble du chantier ;
- Une fois ce confinement réalisé, l'entreprise devra déposer la cloison provisoire par l'intérieur du chantier et évacuer les matériaux par l'escalier provisoire donnant sur l'extérieur ;
- A ce stade, il sera interdit à toutes entreprises de générer des poussières et d'intervenir par l'intérieur des locaux en activité ;
- Dès que la cloison provisoire sera déposée, les petits travaux de raccordements (situés dans la partie du couloir confinée par le polyane) seront réalisés en prenant toutes les précautions nécessaires et adéquates ;
- Dès que les petits travaux de raccordements seront réalisés, l'entreprise devra nettoyer une fois de plus l'ensemble du chantier.

Le Maître d'Ouvrage sera donc en mesure de faire passer une entreprise spécialisée afin de désinfecter l'ensemble des locaux concernés.

Lorsque la zone de travaux sera désinfectée, l'entreprise devra libérer les locaux en enlevant le confinement de type polyane.

01.01.07 HYGIENE ET SECURITE

L'entrepreneur du présent lot devra en période de préparation, remettre dans un délai de 2 semaines qui suivent l'ordre de service ainsi que la visite des lieux avec le coordonnateur SPS :

- Son plan particulier de sécurité et protection de la santé (PPSPS), en 3 exemplaires, après analyse précise et circonstanciée des contraintes du site, du chantier, du voisinage, des coactivités tant avec l'utilisation des lieux qui ne sera pas interrompue qu'avec les autres intervenants des entreprises (loi 93.1418 du 31.12.1993, le décret 94.1159 du 26.12.1994, le décret 95.607 du 06.05.1995, le décret 95.608 du 06.05.1995, article L 235.7 et R 238.26 à 36).

Principes généraux de prévention : articles L 230-2, L-235, L 235-18 du Code du Travail :

- Éviter les risques ;
- Évaluer les risques ;
- Combattre les risques à la source ;
- Adapter le travail à l'homme ;
- Tenir compte de l'évolution de la technique ;

- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui est moins dangereux ;
- Planifier la présentation ;
- Protections collectives avant protections individuelles ;
- Instructions aux travailleurs.

Missions de l'entreprise en matière de SPS en phase de réalisation :

- Mettre en œuvre les principes généraux de prévention ;
- Rédiger le PPSPS ;
- Répondre sur le RJ aux observations du SPS ;
- Communiquer à ses sous-traitants le PGC ;
- Archiver le PPSPS pendant 5 ans.

01.03 ETUDE - INSTALLATION DE CHANTIER

01.03.01 DOSSIER D'ETUDE - ECHANTILLONS ET NUANCIER

Dans le mois qui suit la notification du marché, l'entreprise devra fournir au Maître d'œuvre et au bureau de contrôle, l'ensemble des plans de détail et d'exécution de ses ouvrages, ainsi que les notes de calcul, fiches techniques des matériels et matériaux mis en œuvre, nuanciers et échantillons références de peinture pour établir le choix des coloris.

Nota : Les plans d'exécution seront établis en coordination avec les autres entreprises.

01.03.02 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Après exécution des travaux et au plus tard le jour de la réception du chantier, l'entreprise fournira en 3 exemplaires + un format numérique les documents ci-avant avec les modifications demandées par le Maître d'œuvre ou le bureau de contrôle et les éventuelles modifications apportées sur le chantier ainsi que les notices d'entretien.

Ce dossier fourni dans 3 pochettes, chacune sera précédée d'un bordereau reprenant l'ensemble des pièces du DOE.

01.03.03 GESTION DES DECHETS

1. Règles générales applicables à chaque entreprise :

Chaque entreprise est responsable de son propre nettoyage, enlèvement des chutes, gravats, emballages y compris évacuation et chargement dans les bennes à gravats du chantier. Emploi de pelles et balais interdits. Travaux dans existant : nettoyage systématique à chaque fin de tâche.

Concernant l'intérieur, il s'agira d'un nettoyage par balayage après humidification des sols jusqu'à la phase clos couvert. Préalablement à l'exécution des travaux de finition et de revêtement, les sols seront aspirés. Concernant l'extérieur, il s'agira d'un nettoyage par enlèvement des chutes, des gravats, des emballages, etc...

c / Un nettoyage (intérieur) de fin de chantier sera assuré :

- Par l'entreprise de peinture : il s'agira d'un nettoyage par aspiration des sols, des murs, des plafonds, etc.

2. Moyens généraux d'évacuation

a / Evacuation depuis les étages :

- Soit manuellement par escaliers,
- Soit par goulotte raccordée sur véhicule adapté (ou benne),
- Soit par la grue fixe mise en place pour les besoins du chantier.

b / Evacuation hors du chantier :

Evacuation hors du chantier : chaque corps d'état assurera le chargement de ses gravats dans les bennes collectives mises en place par le lot gros œuvre. Ce dernier assurera l'évacuation et le remplacement aussi souvent que nécessaire.

L'entreprise de gros-œuvre devra le renouvellement de bennes, pris en charge par le compte prorata.

Le nettoyage aux abords immédiats des bennes sera assuré par l'entreprise de gros-œuvre.

3. Nettoyage des véhicules sortant

Les véhicules sortant devront être nettoyés avant de pénétrer sur la voie publique, afin de n'occasionner aucune salissure sur le domaine public. Le nettoyage s'effectuera au jet en prenant soin d'éliminer tous les résidus de terre situés dans les sculptures des pneumatiques.

Les eaux de lavages seront récupérées par l'intermédiaire d'un débourbeur avant d'être rejetées à l'égout.

4. Dispositions de sauvegarde applicables en cas de carence

En cas de carence d'une entreprise pour l'exécution des moyens qui lui incombent il sera fait appel à une entreprise de substitution aux frais exclusifs de l'entreprise à qui la faute incombe et sans qu'il soit nécessaire d'effectuer une mise en demeure préalable.

01.03.04 INSTALLATION DE CHANTIER

Les installations communes de sécurité du chantier sont à la charge du gros œuvre et décrites dans le Plan Général de Coordination pour toute information non décrite au CCTP et CCAP.

L'entreprise assurera la sécurité individuelle de ses ouvriers. Elle s'assurera que ceux-ci disposent bien de toutes les protections individuelles nécessaires à l'exécution de ses ouvrages.

02 DESCRIPTION DES OUVRAGES

02.01 Points singuliers d'orientation

02.01.01 Guidage

Selon Charte graphique Hôpital Marin d'Hendaye. Conception et mise en place de point de signalétique singulier dans à l'extérieur et l'intérieur du service afin guider au mieux les patients, le personnel et le public. L'entreprise prévoira dans son chiffrage le temps de d'exécution de ces trames.

Localisation : *Suivant plan de repérage de signalétique.*

02.01.02 Élément de signalétique majeur

L'entreprise prévoira dans son chiffrage un élément de signalétique majeur à apposer sur des points singuliers de l'intervention et permettant de mettre en avant le futur service à savoir :

- 1 Totem de signalétique devant l'entrée du service :

Totem de signalétique devant l'entrée du service sur le parvis sur support métallique et châssis métallique. Matériaux de type HI-MACS ou techniquement équivalent. Logo à intégrer en gravure dans la masse, principe d'éclairage à élaborer. Logo à définir en collaboration avec MOA & Architecte.

Fixation en sol similaire à la gamme « île » de chez MARCAL ou techniquement équivalent

Le matériau choisi devra assurer une tenue dans le temps optimale à fortiori dans le milieu hostile du front de mer.

Compris toutes sujétions de fixation.

- 2 Élément de signalétique rétro éclairé au niveau de la pièce d'accueil :

Fabrication et pose d'un ensemble en matériau similaire à la gamme « LINUA » de chez MARCAL ou techniquement équivalent. La prestation doit comprendre tous les éléments de fixation nécessaire sur la paroi.

L'ensemble sera rétro-éclairé.

NOTA : Collaboration nécessaire avec :

- Le lot « plâtrerie / Faux-plafonds » selon besoin d'installer un renfort dans la cloison de support.
- Le lot CFO CFA SSI pour l'alimentation dans l'ensemble

Localisation : *Selon plan de détail et plans de repérage.*

02.02 Signalétique intérieure sur portes

02.02.01 Pour locaux patients

La prestation comprend :

Fourniture et pose de plaques signalétiques à poser sur les portes afin d'identifier la fonction de chaque pièce (sur les deux faces).

Ensemble comprenant :

-Plaque en aluminium épaisseur 2mm,

-Gravure à la charge du présent lot.

Y compris toutes sujétions de fixations

Emplacement précis et coloris à valider sur chantier avec l'architecte.

Nota : La numérotation des chambres sera à élaborer en collaboration avec l'architecte et la maîtrise d'ouvrage.

Localisation : Locaux intérieurs du bâtiment sur bloc portes. Suivant plan de repérage de signalétique.

02.02.02 Pour locaux personnel

La prestation comprend :

Fourniture et pose de plaques signalétiques à poser sur les portes afin d'identifier les locaux du personnel.

Ensemble comprenant :

-Plaque en aluminium épaisseur 2mm,

-Gravure à la charge du présent lot.

Y compris toutes sujétions de fixations

Emplacement précis et coloris à valider sur chantier avec l'architecte.

Localisation Suivant plan de repérage de signalétique.

02.02.03 Pour locaux techniques

La prestation comprend :

Fourniture et pose de plaques signalétiques à poser sur les portes afin d'identifier les placards techniques.

Ensemble comprenant :

-Plaque en aluminium épaisseur 2mm,

-Gravure à la charge du présent lot.

Y compris toutes sujétions de fixations

Emplacement précis et coloris à valider sur chantier avec l'architecte.

Localisation : Sur portes de gaines techniques. Suivant plan de repérage de signalétique.

02.03 Code couleur

Elaboration d'un code couleur afin de hiérarchiser de manière intelligibles les différentes ailes & services. L'entreprise prévoira dans son chiffrage le temps de d'exécution de trames de codes couleurs pour les différents services.

Localisation : sans objet

02.04 Prestation Supplémentaire Eventuelle

02.04.01 Guidage depuis l'entrée de l'hôpital vers les services du front de mer

L'entreprise prévoira dans son chiffrage un assortiment d'éléments de signalétique extérieurs majeur à apposer ponctuellement sur le parcours menant au projet depuis l'entrée du site de l'Hôpital-Marin en passant par le front de mer. Ce guidage devra proposer une lecture d'ensemble des services présent sur le front de mer de manière claire et intelligible.

Ce travail servira de base un travail de réflexion qui sera réalisé avec l'architecte.

Cet assortiment d'éléments de signalétique pourra être composé des éléments suivant :

- Plaquettes en applique
- Potelet de signalisation
- Totem de signalétique
- Signalétique

02.04.02 Vitrophanie

L'entreprise devra la fourniture et la pose d'éléments de vitrophanie un travail de réflexion sera réalisé avec l'architecte. L'entreprise prévoira dans son chiffrage le temps de d'exécution de ces trames

Localisation : Sur les parties vitrées de l'extension Nord.